

Formulaire de demande de Co-financement

A renvoyer à l'adresse ppecf.comifac@gmail.com



à travers la KFW



PARTIE I

1. COORDONNEES DU CANDIDAT

Nom de l'organisation / société	PEFC International
Nom du contact	Rémi Sournia
Adresse	CP 636, 10 Route de l'Aéroport, 1215 Genève 15, Suisse
Téléphone	+41 22 799 45 40
Fax :	+41 22 799 45 50
E-mail :	development@pefc.org

2. TITRE DE L'INTERVENTION PROPOSEE

Programme de soutien et de développement du PAFC en Afrique Centrale

3. STATUT INSTITUTIONNEL ET JURIDIQUE DU CANDIDAT

ONG à but non-lucratif, enregistrée en Suisse, n° CH66062650087
 38 membres nationaux sur les cinq continents dont en Afrique PAFC Cameroun et PAFC Gabon. PAFC Congo est espéré comme membre en 2015.
 Parmi ces 38 membres, 36 ont des systèmes nationaux de certification reconnus par PEFC dont la Chine, les plus gros importateurs européens de bois africains et le Gabon.

4. EMLACEMENT GÉOGRAPHIQUE DE L'INTERVENTION

PAYS	REGION / PROVINCE	NOM UFA /UGF (pour les concessionnaires)
Cameroun	Yaoundé	
République Centrafricaine	Bangui	
République Démocratique du Congo	Kinshasa	
République du Congo	Brazzaville	

5. DATES PREVISIONNELLES, DUREE, BUDGET, FINANCEMENT DEMANDE

Date début	Date fin	du	01/01/2015	au	31/10/2015
Durée	10 mois				
Budget estimé	69.400 Euros				
Financement demandé	100 %				

6. RESUME DU PROJET (une page maximum)

Ce projet a pour but de développer et d'implanter plus profondément la certification PAFC/PEFC dans le Bassin du Congo.

La certification PEFC/PAFC est aujourd'hui présente ou en développement au Gabon, au Cameroun et en République du Congo.

Pour cela, il est nécessaire d'améliorer la communication autour de la certification PEFC auprès des acteurs de la région avec notamment le développement de documents en français. Ainsi sont prévues la révision et la publication d'une brochure sur PEFC dans le Bassin du Congo et la publication en français du Toolkit d'aide au développement de systèmes nationaux de certification.

Ensuite, il est prévu d'améliorer le soutien auprès de PAFC Cameroun et de PAFC Congo avec notamment une visite sur site d'appui technique mais aussi de rencontres des acteurs clés du pays.

Ensuite, pour les deux autres pays ayant une économie forestière significative (RDC et RCA), les documents de base facilitant le démarrage d'un processus de développement d'un système de certification seront élaborés. Ce travail sera effectué par un consultant. Il sera complété par une visite des acteurs majeurs locaux en vue du démarrage d'un processus national.

Toutes ces activités seront également préparatoires à la mise en place d'un bureau PEFC régional à partir de 2016 à Brazzaville afin de soutenir les pays du bassin dans leur avancée vers une gestion durable des forêts par les opérateurs économiques présents sur leur territoire.

Délivrables attendus :

- Rapports de mission pour le Cameroun, la République du Congo, la RCA et la RDC,
- Procédures d'élaboration des standards pour la RCA et la RDC,
- Cartographies des parties prenantes pour la RCA et la RDC,
- Ebauches de standard de gestion forestière pour la RCA et la RDC,
- 1000 brochures PEFC/PAFC dans le Bassin du Congo
- 100 Toolkit en français sur le développement de systèmes nationaux de certification

Activités entreprises :

- Le consultant développe pour la RCA et la RDC les procédures, la cartographie des parties prenantes et le standard de gestion forestière.
- Visites conjointes du consultant et de PEFC International en RCA et RDC pour rencontrer les diverses parties prenantes locales afin de les sensibiliser à la gestion durable des forêts, la certification et les avantages des systèmes nationaux de certification. Ces visites permettront également de prévenir les partenaires locaux de notre démarche concernant le développement
- Visite d'appui de PEFC International auprès de PAFC Congo et de PAFC Cameroun. Rencontre des partenaires et parties prenantes locales. De plus, ces visites devront permettre un échange entre PEFC International et PAFC Cameroun et PAFC Congo sur leurs avancées dans le développement de leurs systèmes afin de les aider à avancer dans la bonne direction et de s'assurer que tous les éléments nécessaires au système et à son bon fonctionnement soient en place.
- Design et impression de 100 Toolkits et des 100 USB cards qui se joignent au Toolkit. La traduction est déjà en cours de finalisation.
- Design et impression de 1000 brochures PEFC/PAFC dans le Bassin du Congo.

PARTIE II : L'INTERVENTION

Section 1 : CONTEXTE

7. MOTIVATION DE L'INTERVENTION (150 mots maximum)

Développer une alternative pour la certification de la gestion durable des forêts africaines afin de rendre la certification accessible et efficace pour tous les types d'opérateurs en l'adaptant à chaque contexte national.

Le principe sur lequel s'est construit PEFC est le développement de systèmes de certification nationaux élaborés par les parties prenantes et pour tous les opérateurs locaux. Consensus et représentation équilibrée des acteurs sont nos piliers. Ces trois éléments permettent aux standards nationaux reconnus d'être plus facilement acceptés et mis en œuvre par les opérateurs car adaptés à leur contexte en plus de les avoir consultés lors de son élaboration.

Cette nouvelle approche permettra un ancrage plus fort de la certification dans le Bassin du Congo et de toucher un plus grand nombre d'opérateurs et de diversifier le potentiel d'opérateurs certifiés. La certification dans le Bassin, stagnant depuis quelques années, s'en trouvera relancée.

8. CONTEXTE DE L'INTERVENTION (150 mots maximum)

PEFC est une alliance entre systèmes nationaux de certification de gestion durable des forêts. Depuis 2011, PEFC International a mis en place une initiative pour supporter le développement de systèmes nationaux PAFC dans le Bassin du Congo, notamment au Gabon, au Cameroun et en République du Congo.

En premier lieu, PEFC à travers cette intervention souhaite supporter techniquement et relationnellement les partenaires œuvrant au Cameroun et très bientôt en République du Congo

PEFC souhaite également élargir cette initiative aux pays francophones de la sous-région, notamment la RCA et la RDC. Pour cela, afin de faciliter et de préparer le développement de ces nouveaux systèmes, il est essentiel de rencontrer les acteurs clés de ces pays et d'élaborer certains documents de base permettant un démarrage plus rapide du développement du système et surtout une nette diminution du coût d'élaboration.

9. DEFINITION DE L'OBJECTIF POURSUIVI (500 mots maximum)

L'objectif général est défini au point 7.

Les trois sous-objectifs à atteindre sont :

- Améliorer la communication autour de la certification PEFC dans la région notamment sur les étapes du développement d'un système national de certification,
- Soutenir techniquement les pays déjà en voie d'élaboration d'un système national,
- Mettre en place un contexte favorable au développement d'un système national de certification dans des pays de la sous-région où la certification ne s'est pas encore implantée.

Les objectifs plus spécifiques selon les pays sont :

- Cameroun et RC :
 - Support technique de PEFC International à PAFC Cameroun et PAFC Congo afin de finaliser le système de certification notamment à travers une visite dans le pays.
- RDC et RCA:
 - Elaboration par le consultant des documents de base (cartographie des parties prenantes, procédures d'élaboration du standard, première version de travail du standard de gestion forestière) nécessaires pour lancer rapidement le processus de développement d'un système national,
 - Rencontre de PEFC International et du consultant avec les parties prenantes dans le pays,

- Pour tous les pays :
 - Mise à jour et publication (1000 exemplaires) de la brochure PEFC sur son initiative dans le Bassin du Congo,
 - Publication du Toolkit pour le développement de systèmes nationaux de certification en langue française (100 exemplaires).

10. BENEFICIAIRES ET PARTIES PRENANTES (400 mots maximum)

Trois institutions seront bénéficiaires des actions mises en place dans le cadre de de programme:
PEFC International: appui financier pour le travail préparatoire en RDC et RCA et visites d'appui à PAFC Congo et PAFC Cameroun.
PAFC Cameroun: soutien technique par PEFC International
PAFC Congo: soutien technique par PEFC International
Toute organisation souhaitant développer un système national de certification (Toolkit)
Les différentes parties prenantes de la sous-région (brochure)

Section 2 : L'INTERVENTION

11. QUEL EST LE DEGRE D'INSERTION DE L'INTERVENTION DANS UNE DEMARCHE D'ECOCERTIFICATION ? (200 mots maximum).

100%

Le projet vise à supporter techniquement et financièrement le développement de systèmes nationaux de certification de gestion durable des forêts ainsi que la promotion de la gestion durable des forêts dans le Bassin du Congo.

Par ailleurs, les quatre voyages dans le pays auront aussi pour objectif de sensibiliser les acteurs locaux, notamment le secteur privé.

12. EN QUOI L'INTERVENTION REpond-ELLE AUX OBJECTIFS GENERAUX DU PPEFC? (200 mots maximum)

Consultez les notes directives pour obtenir des informations sur les domaines thématiques du PPEFC et son cadre logique en annexe IX des conditions particulières

Ce projet est tout à fait en ligne avec le cadre logique du programme car il œuvre à la mise en place de conditions à même de permettre le développement de la certification notamment dans des zones où la certification est absente en élaborant un cadre documentaire propice au développement de la certification. Ainsi il permettra de mettre en place un terrain favorable à une gestion des forêts du Bassin du Congo selon les principes de gestion durable des forêts dans des pays où la certification est stagnante, le Congo et le Cameroun et dans des pays où la certification est absente, RCA et RDC.

13. HYPOTHESES & RISQUES (200 mots maximum)

Indiquer les mesures d'atténuation des risques.

Risque :

- RCA et RDC : faible intérêt des acteurs et donc pas d'appropriation du projet de développement d'un système.
- Cameroun et Congo (risque faible) : une fois le système développé et approuvé par PEFC, comme dans le cas de PAFC Gabon, le secteur privé ne souhaite pas se faire certifier.

Mesure d'atténuation :

- RCA et RDC : les liens créés lors des visites permettront un lobby plus efficace pour une gestion durable des forêts dans les deux pays. Par ailleurs, si l'intérêt pour le développement d'un système n'est pas immédiat, ce travail préparatoire sera utilisable et disponible dès qu'un intérêt se manifestera permettant ainsi un démarrage rapide et guidé de l'élaboration du système.
- Congo et Cameroun : PEFC et ses différents partenaires locaux ont déjà à de nombreuses reprises rencontrés depuis le lancement de l'initiative différents opérateurs du secteur privé chez lesquels existe une réelle envie de certification PAFC.